

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 10/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine d'Estarac
31360 Boussens

Références : 2025/ 411
Code AIOT : 0006802544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine d'Estarac 31360 Boussens. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la la sobriété hydrique. Le jour de la visite d'inspection, BASF se trouvant sur Vallée de la Garonne et système Saint Martory, le niveau de gestion secheresse était au niveau vigilance selon l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2025 portant mesures de gestion des prélèvements d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

- Usine d'Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise BASF produit sur ce site, à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, soja, palme et palmiste), et notamment grâce à une unité d'hydrogénation, des alcools gras sous forme liquide ou solide, des esters méthyliques, de la glycérine et des esters de spécialité.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
7	Contrôle ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2009, BASF a engagé des travaux sur des équipements pour réduire le prélèvement d'eau destiné à la production de vapeur et au refroidissement de l'eau. Ces investissements ont permis de réduire de plus de 44 % les volumes d'eau prélevés de la Garonne par rapport à l'année de référence (2018). Le groupe s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue, et ce, dans un contexte de défis lié au changement climatique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir effectué des travaux initiés en 2009 et à partir de 2018. Les travaux se sont échelonnés sur plusieurs années. Ces investissements, consistant à des remplacements ou des redimensionnements d'équipements, ont conduit directement ou indirectement à :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. réduire le prélèvement d'eau dans la Garonne (Garonne du confluent du Salat au confluent de l'Arize) 2. limiter les pertes de vapeurs. <p>Ces investissements sont notamment: le changement de 3 filtres à sables sur les 4 sur site, le passage de circuit ouvert pour le refroidissement de l'eau en circuit fermé des tours aéroréfrigérantes (TAR), le changement des pompes, un dispositif de récupération de condensat, le remplacement d'un décanteur... etc. De plus l'arrêt de l'unité Stérol dès le dernier semestre 2023 a également permis de réduire les prélèvements d'eau. Ces modifications ont permis de réduire considérablement les volumes d'eau prélevés (Cf. prescription N° 6).</p> <p>Ces investissements répondront également à une démarche continue de type « plan climat » qui a été initiée par le Goupe BASF en avril 2025.</p> <p>Une liste des travaux a été adressée à l'inspection des installations classées, par courriel le 03 juillet 2025 préalablement à cette visite d'inspection. Cette liste est décrite dans la partie confidentielle.</p> <p>A noter que l'eau prélevée sert uniquement à la production de vapeur destinée au chauffage des installations et à leur refroidissement et que le site rejette dans la Garonne 70 à 80 % des eaux prélevées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : 2. Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
Constats : Un schéma des réseaux mis à jour a été présenté par l'exploitant illustrant les points de prélèvement de la station de pompage faisant ressortir 2 pompes pour l'eau brute à filtrer et 3 pompes pour l'eau incendie et le point de rejet dans la même masse d'eau. Ce schéma illustre également les secteurs collectés, compteurs et vannes, les 4 blocs totalisant 10 tours Aéroréfrigérantes (atelier de transestérification, atelier de cracking, atelier d'hydrogénation et atelier de distillation), l'unité de prétraitement (floculation de ces eaux brutes, filtrations via les 4 filtres à sables et chloration), un bassin de décantation et une unité de traitement des effluents process avant rejet dans la Garonne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations de prélèvement d'eau sont munies de débitmètre totaliseur faisant remonter l'information qui est transcrite via un tableur. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un fichier totalisant les prélèvements en eau renseignés quotidiennement. A titre d'exemple, des débits journaliers allaient de 600 m ³ à 1628 m ³ . Le prélèvement maximal autorisé des eaux de la Garonne, par l'arrêté préfectoral du 07 mai 2007, s'élève à 5400 m ³ /j, et ce, pour un débit instantané maximal de 300 m ³ /h. Selon les valeurs de prélèvements sur plusieurs années, il serait selon l'exploitant, plus approprié de revoir à la baisse ce volume et d'envisager un débit annuel à 600.000 m ³ /an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des

exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.

Constats :

L'exploitant a mis en place un programme de sensibilisation du personnel affichant, en situation de périodes de restriction, la quantité prélevée et rejetée mensuellement. Le jour de l'inspection, un écran dynamique a été aperçu à l'entrée du site. Ce visuel permet d'afficher des messages destinés à l'ensemble du personnel et en périodes de restrictions, ce dernier affichera le niveau de gravité du jour, les écogestes et les règles d'utilisation et d'économie d'eau.

L'exploitant dispose d'un logiciel interne « Scorecard » lui permettant de suivre des indicateurs liés à la performance. Celui-ci renseigne notamment les volumes d'eau prélevés, les volumes d'eaux rejetés, les quantités d'eau traitées, la DCO et d'autres paramètres physicochimiques, les quantités d'énergie consommées...etc.

Une réunion quotidienne entre le chef de quart et les responsables des services permet d'adapter les instructions et les messages en cas de dérives. Un rapport est produit à l'issue de cette réunion et, lorsque la situation l'exige, un support est affiché dans les lieux stratégiques de l'établissement. Par ailleurs, lors de cette visite, l'exploitant ne disposait d'aucune information concernant la parution de l'arrêté préfectoral sécheresse du 04 juillet 2025 portant mesures de gestion des prélèvements d'eau. Par mail du 28 juillet 2025, l'exploitant nous informe avoir reçu le nouvel arrêté du 18 juillet via mail de la DDT. A cette date, le secteur correspondant au tableau de l'article 1, Zone 17 Fleuve Garonne Centre et canal de Saint Martory était en vigilance.

Toutefois, conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement n'est pas concerné par cette prescription (Cf prescriptions N° 6).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

<p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet pour 2025. Voir la prescription suivante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : III. Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p>

- 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;
- 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Constats :

Comme évoqué dans le constat N° 1, des travaux sur des installations ont été mis en œuvre depuis 2009 diminuant au fur et à mesure les volumes d'eaux prélevés comme indiqué ci après :

Année	Volume Prélevé m ³ /an	% par rapport au prélèvement de 2018
2018	566.590	
2019	594.126	
2020	549.707	
2021	545.379	
2022	393.530	
2023	302.267	
2024	312.569	Baisse de 44,8 %

<p>Le volume d'eau prélevé en 2024 est en nette diminution par rapport à l'année 2018 ; année de référence, permettant de traduire cette diminution. Celle-ci s'élève à 44,8 %. Par conséquent, les installations ne sont pas soumises aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 7 : Contrôle ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une GMAO qui répertorie près de 235 d'équipements sous pression à jour. Ce logiciel organise la gestion de la maintenance, la programmation des contrôles et des inspections de ces équipements. Une arborescence permet d'identifier les équipements auxquels sont rattachés une fiche présentant les caractéristiques, les dates de contrôles ou inspections et de requalifications et renvoie vers les rapports associés.</p> <p>A la demande de l'inspection un échantillonnage de 3 équipements sous pression a permis de constater le respect des échéances liées aux contrôles périodiques, aux plans d'inspections et à la requalification de ces équipements.</p> <p>Cet échantillonnage concernait :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un réservoir d'azote inspection ; 2. Un échangeur de vapeur ; 3. Un groupe froid.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>